

Canagrex

Il a expliqué ce qu'il voulait dire en ces termes:

Ainsi, un éleveur de porcs nous a accompagnés à Singapour, un cultivateur de pommes de terre nous a accompagnés à Cuba tandis que des producteurs de tabac nous ont accompagnés en Égypte, en Hongrie et en Tchécoslovaquie où nous avons entamé des négociations en vue de la vente de tabac dans ces trois pays.

Les renseignements ainsi recueillis ont été mis à la disposition de producteurs canadiens.

Pourquoi le gouvernement se débarrasserait-il d'une aide aussi précieuse?

Il a poursuivi:

Nous avons pris une série de mesures pour stimuler les ventes à l'exportation. Ainsi Canagrex a pris en charge une partie des frais de transport de verrats de haute qualité destinés à l'Italie, étant entendu que Canagrex recouvrerait cet argent à même les ventes futures. Ces verrats ont d'ailleurs été primés à la foire de Milan et des acheteurs étrangers se sont rendus au Canada pour examiner la possibilité d'acheter d'autres cochons de reproduction.

Les agriculteurs de ma province du Manitoba produisent un nombre considérable de porcs et voudraient augmenter leur production, or, cela ne servirait à rien s'ils ne peuvent pas les vendre. Si la société Canagrex pouvait les aider à vendre davantage de porcs en Italie, pourquoi le gouvernement conservateur voudrait-il la supprimer? M. Story a ajouté:

Le programme de garantie du crédit aux acheteurs constituait un domaine important des activités de Canagrex. Nous avons essayé de répartir les risques entre les exportateurs canadiens, les banques ou les compagnies d'assurance et l'acheteur étranger. Une garantie de Canagrex n'était fournie que lorsque cela était jugé absolument nécessaire.

C'est ce que font tous les autres gouvernements. Ils aident leurs producteurs en leur accordant des prêts à faible taux d'intérêt et des subventions. Ils font tout en leur pouvoir pour aider leurs producteurs. Mon Dieu, étant donné les difficultés énormes que connaissent les producteurs canadiens de denrées agricoles, nous devrions certes faire tout ce que nous pouvons pour eux. Au lieu de cela, aveuglé par sa croyance mystique en un marché libre, sa répugnance à intervenir et sa conviction que moins un gouvernement intervient, meilleur il est, le gouvernement a pris la décision complètement irresponsable et erronée de dissoudre Canagrex.

Nous avons l'intention de voter contre ce projet de loi pour toutes les raisons que j'ai énumérées ainsi que les autres membres du Nouveau parti démocratique. Nous estimons que l'établissement de Canagrex était une bonne idée. Cette société avait bien démarré et on aurait dû l'aider à élargir ses activités plutôt que de la supprimer comme cela se produira si ce projet de loi est adopté.

M. Althouse: Monsieur le Président, dans son rapport annuel la société Canagrex disait avoir des difficultés à obtenir l'aide du ministre des Finances (M. Wilson) afin de fournir le financement nécessaire à l'exportation de divers produits agricoles. Elle avait demandé au ministère des Finances un montant global en matière de financement, le minimum qui lui aurait permis de débloquer les crédits nécessaires dans le domaine des garanties à l'exportation. Le ministère des Finances s'est fait tirer l'oreille jusqu'à ce que le ministre des Finances annonce finalement à la Chambre que le gouvernement avait décidé de se débarrasser de Canagrex.

Le député ne croit-il pas que le ministre des Finances a fait l'impossible pour compromettre le rendement de cette société en n'approuvant pas les modalités de financements prévues dans la Loi sur Canagrex?

M. Orlikow: Monsieur le Président, j'en suis évidemment réduit à spéculer sur les intentions du ministre des Finances (M. Wilson). Mais il a fait à Canagrex ce qu'il a fait à tant d'autres organismes publics. Le ministre des Finances est tellement obsédé par le déficit qu'il s'est bien gardé de donner son aval à cette société en lui fournissant l'argent nécessaire. Il n'a pas agi autrement dans le domaine de la recherche scientifique qui comprend la recherche agricole évidemment. Jamais je n'ai lu une critique aussi virulente que celle de l'Association canadienne des professeurs d'université à l'endroit du ministre des Finances quand elle a parlé, dans des documents publiés dernièrement, de tout le tort que les compressions gouvernementales avaient causé à la recherche scientifique. Le refus du ministre des Finances de fournir les fonds nécessaires à Canagrex cadre bien avec toute cette politique de réduction du déficit, une politique qui fait table rase des besoins financiers de Canagrex et d'autres organismes gouvernementaux quelles qu'en soient les conséquences.

● (1220)

M. le vice-président: La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

M. le vice-président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

M. le vice-président: Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

M. le vice-président: Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

M. le vice-président: A mon avis, les oui l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

M. le vice-président: Conformément au paragraphe 13(5) du Règlement, le vote inscrit est reporté à 18 heures lundi, le 14 septembre 1987.

M. Althouse: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Pourriez-vous nous dire si le Règlement permet à des députés de crier qu'ils sont en faveur d'un projet de loi alors qu'ils n'occupent pas leur siège?

M. le vice-président: Je reviendrai dans quelques instants à ce rappel au Règlement du député.